

Terminologie juridique et analyse de textes en langue allemande (Pr. F. Bouhon)

*Petit guide de ressources utiles pour la traduction de textes
juridiques allemands en Belgique*

Andy Jousten (Aspirant F.R.S.-FNRS)





Avertissement

- Le présent document constitue un guide qui fournit un premier aperçu **synthétique** de ressources utiles pour la traduction de textes juridiques belges, rédigés en langue allemande
- Seules les ressources accessibles **en ligne** sont évoquées
- Il est destiné aux **étudiants** qui suivent le cours de « Terminologie juridique et analyse de textes en langue allemande » à l'ULiège



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

- Dans certains cas, vous êtes amenés à traduire des normes juridiques à portée générale:
 - Articles de la Constitution
 - Articles de lois, dont notamment de Codes (Code civil, Code pénal, Code de droit économique...)
 - Articles de normes de rang réglementaire (arrêtés royaux, arrêtés des gouvernements des entités fédérées, arrêtés ministériels)
- Les réflexes à avoir dépendent du type de norme en cause et du niveau de pouvoir qui l'a adopté.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.1 La Constitution : la théorie

- Selon l'article 189 de la Constitution: « Le texte de la Constitution est établi en français, en néerlandais et en allemand ».
- Il existe donc une version allemande authentique de la Constitution (c'est-à-dire une version adoptée à la suite d'un processus qui s'est déroulé en langue allemande).



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.1 *La Constitution : la pratique*

- Le site internet suivant, organisé par le Sénat belge, met à disposition une version trilingue de la Constitution belge: https://www.senate.be/doc/const_fr.html
- Il suffit de cliquer sur les abréviations en tête de page pour obtenir une autre version linguistique de la Constitution, en ce compris la version allemande (voir la capture d'écran à la page suivante)



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.1 La Constitution : la pratique

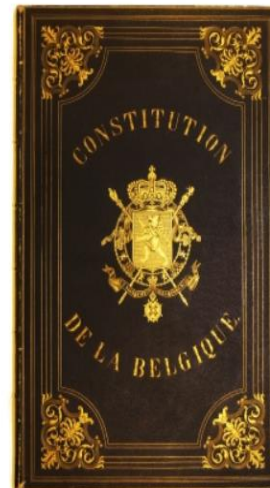


LA CONSTITUTION BELGE

(NL=Nederlandse tekst - DE=deutscher Text)

(N - DE)

Table des matières - PDF





1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la théorie (1)

- **L'autorité fédérale** est chargée d'établir des **traductions** en langue allemande de certaines lois adoptées par le Parlement fédéral. Toutes les lois fédérales ne sont donc pas traduites et un certain délai s'écoule entre la publication d'une loi en français et en néerlandais et la publication de sa traduction en langue allemande. La traduction est réalisée par le Service central de traduction allemande (S.C.T.A.) établi à Malmedy. *Voir l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires (M.B., 21 juin 1961).*
- En **Communauté germanophone**, tout le processus parlementaire se déroule en langue allemande. Les décrets de la Communauté germanophone ont donc une **valeur authentique** en langue allemande. Des traductions française et néerlandaise doivent être établies. *Voir l'article 47 de la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983 (M.B., 18 janvier 1984).*



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la théorie (2)

- La **Région wallonne** est chargée de publier une **traduction** allemande (et néerlandaise) de ses décrets en même temps que la version française. La publication des décrets wallons au *Moniteur belge* s'accompagne donc – en principe – toujours de la publication d'une traduction allemande. *Voir l'article 55 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (M.B., 15 août 1980).*
- Les **autres entités fédérées** du pays ne travaillent pas en langue allemande.
- Attention à la **consolidation** des textes en langue allemande (c'est-à-dire la mise à jour d'une norme au fil de ses modifications) : Si l'Autorité fédérale (via le S.C.T.A.) et la Communauté germanophone mettent à jour leurs normes, tel n'est – en principe – pas le cas pour la Région wallonne !



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-1)

- Les traductions établies par l'**autorité fédérale** sont publiées au *Moniteur belge* dans leur version **historique** (c'est-à-dire telle que le texte a été adopté): <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/welcome.pl>
- Il suffit de se rendre sur le site du *Moniteur belge* et de faire une recherche avec les critères ordinaires (*cf.* cours de méthodologie de la recherche juridique) : Insérer les critères de recherche, cliquer sur « Recherche », puis sur « Liste » et, enfin, sur le résultat recherché.
- A titre d'illustration, aux deux pages suivantes, vous verrez des captures d'écran d'une recherche portant sur la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I).

1. La traduction de normes juridiques à portée générale



1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-2)

← → ↻ 🏠 ... 🛡️ ☆

🌐 MyULiège 📁 Législation - belge - B... 🌐 <https://explore.lib.ulie...>

[Accueil](#) [Dernier sommaire](#) [Nouvelle recherche](#)

Recherche 5 **Liste** trier sur

Type de document : 6988

Date de promulgation : de - - à - - 284

Date de publication : de - - à - -

Numac : (ex: 201830308)

Source :

Mot(s) du titre :

Mot(s) du texte :

Une expression exacte :

Langue du document : Français Nederlands Deutsch

1. La traduction de normes juridiques à portée générale



1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-3)

Navigation bar of a web browser showing the URL www.ejustice.just.fgov.be/doc/rech_f.htm and search options.

[Accueil](#) [Dernier sommaire](#) [Nouvelle recherche](#)

1. 27 MARS 2020. - Loi habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I) (1)
Publié le : 2020-03-30 (Ed. 2) 2020040937
2. 27 MARS 2020. - Loi habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) (1)
Publié le : 2020-03-30 (Ed. 2) 2020040938
3. 27 MARS 2020. - Loi donnant habilitation au roi d'octroyer une garantie d'Etat pour certains crédits dans la lutte contre les conséquences du coronavirus et modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédits et des sociétés de bourse (1)
Publié le : 2020-03-31 (Ed. 1) 2020040944
4. 27 MARS 2020. - Loi habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II). - Traduction allemande
Publié le : 2020-04-03 (Ed. 1) 2020030524
5. 27 MARS 2020. - Loi habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I). - Traduction allemande
Publié le : 2020-04-03 (Ed. 1) 2020030525



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-4)

- Les traductions sont également publiées, dans une **version en principe consolidée** (c'est-à-dire mise à jour) sur le site du S.C.T.A. : <https://www.scta.be/getdoc/df9030b7-3ff3-4f0c-84fe-c938425f3ca5/TitreOff.aspx>
- A cette fin, il faut se rendre sur le site du S.C.T.A., onglet « Traductions », pour ensuite utiliser le formulaire de recherche. Dans ce formulaire, des critères semblables à ceux du site du *Moniteur belge* peuvent être introduits (voy. *supra*). Il faut ensuite cliquer sur « Lancer la recherche », choisir le résultat souhaité et « ouvrir la traduction ».
- A titre d'illustration, les pages suivantes montrent les captures d'écran d'une recherche visant à obtenir une version allemande du Code civil belge.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-5)

The screenshot shows the homepage of the SCTA (Service central de traduction allemande). The browser address bar displays <https://www.scta.be>. The website header includes the SCTA logo and the text 'Service central de traduction allemande'. A navigation menu at the top contains the following items: 'DE FR NL', 'NOUS CONNAITRE', 'BANQUES DE DONNÉES TERMINOLOGIQUES', 'TRADUCTIONS' (circled in red), 'NEWSLETTER', and 'CONTACT'. Below the header, the main content area features the SCTA logo and the heading 'BIENVENUE SUR LE SITE WEB DU SERVICE CENTRAL DE TRADUCTION ALLEMANDE (SCTA)'. The text below the heading states: 'Ce site web a pour but de mettre à votre disposition dans une seule banque de données les traductions allemandes de codes, lois, arrêtés et circulaires belges, établies par le SCTA. En outre, ce site vous permet de chercher du vocabulaire dans notre banque de données terminologique trilingue (français, allemand, néerlandais) Semamdy.' On the left side, there is a section titled 'Accès direct à certains textes fondamentaux' with a list of legal categories: 'Droit civil et judiciaire', 'Droit pénal', 'Droit commercial et économique', 'Droit du travail', 'Droit fiscal et financier', and 'Droit public et administratif'. On the right side, there is a vertical menu with 'Banques de données' and 'Traductions' (indicated by a blue arrow). At the bottom of the page, there is a cookie consent banner that reads: 'Nous utilisons des cookies afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur sur notre site Internet. En surfant sur notre site, vous nous autorisez à placer des cookies.' with buttons for 'D'accord' and 'Non, je veux plus d'information.'



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-6)

Navigation: Home • Traductions

TRADUCTIONS

Cette rubrique vous donne accès à une **banque de données** contenant **tous les codes et lois ainsi que les arrêtés et circulaires d'origine fédérale** traduits en allemand par le SCTA.

Par le biais du **formulaire de recherche**, vous trouverez des fiches contenant :

- les **intitulés** des textes normatifs, traduits dans les trois langues nationales ;
- un **lien** vers la **traduction** allemande du texte concerné, si le SCTA dispose déjà d'une traduction. Il s'agit toujours de la version consolidée (actualisée) la plus récente du texte.

Actuellement, la banque compte 15134 entrées, dont près de 4.750 contiennent un lien vers une traduction (environ 60.000 pages A4).
Dernière mise à jour : 01.10.2020

Dans la rubrique [A propos de notre banque de données](#) vous accéderez aux informations utiles à la compréhension des fiches de notre banque de données "Traductions".

Nous utilisons des cookies afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur sur notre site Internet.
En surfant sur notre site, vous nous autorisez à placer des cookies.

[D'accord](#) [Non, je veux plus d'information.](#)



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-7)

The screenshot displays the SCTA (Service central de traduction allemande) website search interface. The browser address bar shows the URL: <https://www.scta.be/getdoc/df9030b7-3ff3-4f0c-84fe-c938425f3ca5/TitreOff.aspx>. The page header includes the SCTA logo and the text "Service central de traduction allemande". The navigation menu contains links for "NOUS CONNAITRE", "BANQUES DE DONNÉES TERMINOLOGIQUES", "TRADUCTIONS", "NEWSLETTER", and "CONTACT".

The search form is titled "Formulaire de recherche" and includes the following fields and options:

- Date de promulgation:** du [Jour] [Mois] [Année] au [Jour] [Mois] [Année]
- Date de publication du texte:** français / néerlandais du [Jour] [Mois] [Année] au [Jour] [Mois] [Année]
- Mot de l'intitulé:** Code civil
- Choix de la langue:** français

The "Lancer la recherche" button is highlighted with a red circle. A "Conseils de recherche" icon is also visible on the right side of the form.

At the bottom of the page, a cookie notice states: "Nous utilisons des cookies afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur sur notre site Internet. En surfant sur notre site, vous nous autorisez à placer des cookies." The buttons "D'accord" and "Non, je veux plus d'information." are visible.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-8)

The screenshot shows the SCA website search results for the query 'Code civil'. The page displays a list of 133 results, with the first result, 'Code civil', highlighted by a red circle. The table lists the date and the full title of each legislative act.

↑ Date ↓	Intitulé
1804.03.21	Code civil
1865.04.27	Loi qui abroge la loi du 20 mai 1837 relative à la réciprocité internationale en matière de successions et de donations, et qui remplace les articles 726 et 912 du Code civil
1883.07.10	Loi concernant les livrets et portant abrogation de l'article 1781 du Code civil
1906.02.08	Loi modifiant l'article 295 du Code civil
1909.08.10	Loi ayant pour but l'abrogation ou la modification des articles 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 435 et 442 du Code civil et donnant à la femme l'entrée dans les conseils de famille et le droit de gérer une tutelle
1919.10.11	Loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription, et modifiant les articles 742, 753 et 755 du Code civil
1922.12.16	Loi ayant pour objet de modifier les articles 9, 10, 11, 12 et 14 de la loi du 25 ventôse an XI, et les articles 154, 971, 972, 974, 975, 976 et 980 du Code civil, et d'abroger l'article 977 du même Code
1924.07.08	Loi revisant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété
1929.03.07	Loi portant révision des articles du Code civil relatifs au bail à ferme
1931.05.30	Loi portant des modifications au titre VIII du livre III du Code civil
1934.07.27	Loi modifiant et complétant l'article 1907 du Code civil en ce qui concerne l'intérêt conventionnel
1935.12.14	Loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps (Titre VI du Livre Ier du Code civil)
1947.11.14	Loi complétant le chapitre IV du titre V du livre I du Code civil relatif aux demandes en nullité de mariage

Navigation: Home • Traductions • Formulaire de recherche

Votre recherche a généré 133 résultats.

Cliquez sur le résultat adéquat pour ouvrir la fiche complète.

Résultats

Formulaire de recherche

Liste

A propos de notre banque de données

Conseils de recherche

Nous utilisons des cookies afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur sur notre site Internet. En surfant sur notre site, vous nous autorisez à placer des cookies.

D'accord Non, je veux plus d'information.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (AF-9)

Navigation: Home • Traductions • Formulaire de recherche

Promulgation MB (F/N) 1807.09.03, 1851.12.22
21.03.1804 BS (D) 2000.02.12, 2006.07.18, 2009.10.09, 2010.01.19,
2010.11.03, 2012.01.12, 2012.06.18, 2012.08.13,
2012.12.14, Err. 2016.05.31

[Français](#)

Code civil

[Deutsch](#)

Zivilgesetzbuch

[Nederlands](#)

Burgerlijk Wetboek

[Ouvrir la traduction](#)

[Retour](#) [Nouvelle recherche](#) [Imprimer](#)

Nous utilisons des cookies afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur sur notre site Internet.
En surfant sur notre site, vous nous autorisez à placer des cookies.

[D'accord](#) [Non, je veux plus d'information.](#)



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (CG-1)

- Les **versions historiques** (c'est-à-dire telles qu'elles ont été adoptées) des décrets de la **Communauté germanophone** sont publiées au *Moniteur belge*. On peut donc les consulter sur le site du *Moniteur belge* (voy. *supra*).
- Comme le montre la capture d'écran reprise à la page suivante, le site du *Moniteur belge* permet d'ailleurs de « basculer » d'une version linguistique de ces décrets à l'autre. Il suffit, à cette fin, de cliquer sur les abréviations en haut à gauche de la page.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (CG-2)

www.ejustice.just.fgov.be/doc/rech_f.htm

MyULiège Législation - belge - B... https://explore.lib.ulie...

Accueil Dernier sommaire Nouvelle recherche

DE NL FR

belgiquelex.be - Banque Carrefour de la législation
Conseil d'Etat

ELI - Système de navigation par identifiant européen de la législation
http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decreet/2018/04/23/2018202508/staatsblad

fin premier mot dernier mot

Publié le : 2018-06-08
Numac : 2018202508

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

23. APRIL 2018 - <Gemeindedekret>

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL 1 - Allgemeine Bestimmungen
Artikel 1 - Anwendungsbereich
Vorliegendes Dekret regelt die Organisation der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets.
Art. 2 - Begriffsbestimmungen
Für die Anwendung dieses Dekrets versteht man unter:

1. Kodex: der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in seiner im deutschen Sprachgebiet anwendbaren Fassung;
2. Rat: der Gemeinde- oder Stadtrat;
3. Kollegium: das Gemeinde- oder Stadtkollegium;
4. Direktoren: der Generaldirektor und der Finanzdirektor;
5. Fraktion: die in Artikel 40 erwähnten auf einer gleichen Liste bei den Wahlen gewählten Ratsmitglieder, die eine politische Fraktion bilden, deren Bezeichnung die der besagten Liste ist;
6. Fraktion, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde: die Fraktion, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegt und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung,



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (CG-3)

- Une **version consolidée** (c'est-à-dire mise à jour) des décrets de la **Communauté germanophone** est disponible dans la base de données juridique de la Communauté germanophone (« Juristische Datenbank »): <https://www.ostbelgienlive.be/desktopdefault.aspx/tabid-6055/>
- Il convient de se rendre sur le site de la base de données juridiques et de cliquer sur les mots « Erweiterte Suche », afin d'entamer une recherche avancée. Le formulaire de recherche emploie des critères de recherche semblables à ceux du *Moniteur belge* (voy. *supra*). Ensuite, la recherche peut être lancée (« Suche starten ») et on peut cliquer sur le résultat souhaité.
- Aux pages suivantes, vous verrez un exemple de recherche relative au décret communal, adopté le 23 avril 2018 (*M.B.*, 8 juin 2018).



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (CG-4)

The screenshot shows a web browser window with the URL <https://www.ostbelgienlive.be/desktopdefault.aspx/tabid-6055/>. The page is the 'Das Bürgerinformationsportal der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens'. It features a navigation bar with categories: DIE DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT, INSTITUTIONEN UND DIENSTLEISTER, DIENSTLEISTUNGEN, FORMULARE, and SERVICE. The main content area is titled 'SERVICE » Juristische Datenbank'. It contains information about the legal database, including a list of coordinated texts and a search interface. The search interface includes a search box, a 'Suche starten' button, and an 'Erweiterte Suche' button, which is circled in red. To the right, there is a sidebar with 'Aktuelles' (Ferienangebote, Kontakt-Tracing, Corona: finanzielle Hilfen, Alle News zu Covid-19, Regierungsbeschlüsse) and 'Bürgertelefon' (0800-23 0 32, Montags bis freitags, 10 bis 12 Uhr, 16 bis 17 Uhr). At the bottom right, there is a 'Personalverzeichnis' link.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (CG-5)

Suchbegriff:

Suchmodus: nur im Titel Volltextsuche

Hauptkategorie: ▼
Unterkategorie: ▼
Art: ▼

Verabschiedung vom: bis
Veröffentlichung vom: bis



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (CG-6)

Suchbegriff:
Gemeindedekret

Suchmodus: nur im Titel Volltextsuche

Hauptkategorie: ▼ Unterkategorie: ▼ Art: ▼

Verabschiedung vom: bis: Veröffentlichung vom: bis:

Datum absteigend ▼

Ministerium

Es wurden 1 Ergebnisse gefunden.

2018.04.23, Gemeindedekret

Kategorie: 20. Lokale Behörden; 20.05. Gemeinde

Art: DG - Dekrete

Verabschiedungsdatum: 23.04.2018

Veröffentlichungsdatum: 08.06.2018



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.2 Les normes de rang législatif: la pratique (RW-1)

- Les traductions des versions **historiques** des décrets de la **Région wallonne** sont – en principe – disponibles sur le site du *Moniteur belge* (voy. *supra*). Ici aussi, on peut généralement basculer entre les différentes versions linguistiques du décret (voy. *supra*).
- Une version **consolidée** de ces décrets n'est que rarement disponible en langue allemande.



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.3 Les normes de rang réglementaire : la théorie (1)

- **L'autorité fédérale** est chargée d'établir des **traductions** en langue allemande de certains arrêtés royaux et ministériels adoptés au niveau fédéral. Tous les arrêtés ne sont donc pas traduits et un certain délai s'écoule entre la publication d'un arrêté en français et / ou néerlandais et la publication de sa traduction en langue allemande. La traduction est réalisée par le Service central de traduction allemande (S.C.T.A.). *Voir l'article 56, § 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (M.B., 2 août 1966).*
- En **Communauté germanophone**, tout le travail gouvernemental se déroule en langue allemande. Les arrêtés gouvernementaux de la Communauté germanophone ont donc une **valeur authentique** en langue allemande et sont publiés dans cette langue, avec des traductions française et néerlandaise (les règles relatives aux arrêtés ministériels ne sont pas abordés ici). *Voir l'article 53 de la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983 (M.B., 18 janvier 1984).*



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.3 Les normes de rang réglementaire: la théorie (2)

- La **Région wallonne** est chargée de publier une **traduction** allemande (et néerlandaise) de ses arrêtés gouvernementaux en même temps que la version française (les règles relatives aux arrêtés ministériels ne sont pas abordés ici). La publication de ces arrêtés du Gouvernement wallon au *Moniteur belge* s'accompagne donc – en principe – toujours de la publication d'une traduction allemande. *Voir l'article 84, al. 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (M.B., 15 août 1980).*
- Les **autres entités fédérées** du pays ne travaillent pas en langue allemande.
- Attention à la **consolidation** des textes en langue allemande (c'est-à-dire la mise à jour d'une norme au fil de ses modifications) : Si l'Autorité fédérale (via le S.C.T.A.) et la Communauté germanophone mettent à jour leurs normes, tel n'est – en principe – pas le cas pour la Région wallonne !



1. La traduction de normes juridiques à portée générale

1.3 Les normes de rang réglementaire: la pratique (AF-CG-RW-1)

- Pour l'**autorité fédérale** les ressources en ligne permettant d'obtenir accès aux arrêtés royaux et ministériels sont les mêmes que pour les lois : le site du *Moniteur belge* (version historique) et le site du S.C.T.A. (version en principe consolidée) (voy. *supra*).
- Il en va de même pour les arrêtés du Gouvernement de la **Communauté germanophone** où on se réfère à nouveau au site du *Moniteur belge* (version historique) et la *Juristische Datenbank* (version consolidée) (voy. *supra*).
- La situation est également semblable en **Région wallonne** où on doit se tourner vers le site du *Moniteur belge* (version historique). Comme pour les décrets, il n'existe que rarement une version consolidée des arrêtés du Gouvernement wallon (voy. *supra*).



2. La traduction de termes juridiques isolés

- Dans certains cas, vous êtes amenés à traduire un terme juridique précis :
 - Le contrat
 - Le magistrat
 - Der Prokurator des Königs
 - Die Übertretung
- Il existe plusieurs ressources en ligne qui peuvent vous être utiles à cette fin, dont notamment des banques de données terminologiques. Aux pages suivantes, certaines ressources utiles sont présentées.



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.1 La base de données *DEBETERM*

- La base de données **DEBETERM** est organisée par la Commission de la Communauté germanophone pour la terminologie juridique allemande, installée à Eupen. Elle recueille la **terminologie juridique allemande officielle** de Belgique et constitue donc une ressource privilégiée pour la traduction de termes juridiques.
- La base de données est accessible via le lien suivant : <https://www.ostbelgienrecht.be/fr/>. Il convient, ensuite, de cliquer, en tête de page, sur l'onglet « Banque de données » et puis, en haut à gauche de la page, sur « Vers la banque de données ». Un formulaire de recherche s'affiche alors.
- Les pages suivantes montrent un exemple de recherche pour le terme « Richter ».

2. La traduction de termes juridiques isolés



2.1 La base de données DEBETERM

Das Terminologieportal
der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens

Kompass

Ostbelgien

BANQUE DE DONNÉES TERMINOLOGIE COMMISSION DEBETERM

Mot-clé

DE FR NL

Documents

- Bewerberaufuf_Ausschuss für die deutsche Rechtsterminologie.pdf
- Bergmans-La traduction allemande du droit belge.pdf
- Nationale Variation in der deutschen Rechtsterminologie 12.10.2018 bis 13.10.2018.pdf

Bases

Bewerberaufuf für den Terminologieausschuss
Die Bewerbungen sind bis zum 6. November offen!
Ab dem 1. Januar 2021 sucht der Ausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die deutsche

2. La traduction de termes juridiques isolés



2.1 La base de données DEBETERM

Das Terminologieportal
der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens

Kompass

Ostbelgien

BANQUE DE DONNÉES TERMINOLOGIE COMMISSION DEBETERM

[Vers la banque de données](#) Banque de données

[Aide](#)

Mot-clé

Plus d'informations

Documents

- Bewerberaufnuf_Ausschuss für die deutsche Rechtsterminologie.pdf
- Bergmans-La traduction allemande du droit belge.pdf
- Nationale Variation in der deutschen Rechtsterminologie 12.10.2018 bis 13.10.2018.pdf

Bases

- "Collas-Gesetz".pdf
- Dekret Rechtsterminologie.pdf

Banque de données

La banque de données est le cœur de notre site Web et le résultat tangible des travaux de la Commission de terminologie.

Étant donné que la Commission ne peut pas s'appuyer sur une terminologie juridique allemande historique pour la Belgique afin de définir sa terminologie, nombre d'entrées sont le fruit d'un travail de recherche fondé et de discussions approfondies. Ce travail à la base permet de développer la banque de données, certes lentement, mais de manière sensée et cohérente.

Nous vous souhaitons une visite instructive !

richter

← **Mot recherché**

Normal Analogique Texte intégral

Page 1 de 1

Debeterm (7 - Deutsch)

- richter
- Richter am Handelsgericht
- Richter am Jugendgericht
- Richter am Unternehmensgericht
- Richter, an den die Sache verwiesen wird
- Richterhaftungsklage
- richterliches Amt

DebOrg (5 - Deutsch)

- Richter am Arbeitsgericht
- Richter am Gericht Erster Instanz
- Richter am Polizeigericht
- Richterschaft
- Richterisch

minTerm (0)

Deutsch Französisch

← **Langue source et langue cible de la traduction (traduire de la langue source vers la langue cible)**

Eintragungsebene
 Umschreibung: öffentliche Behörde, zu deren Hauptaufgaben das Entscheiden von [Rechtsstreitigkeiten](#) gehört
 U-Quelle: frei nach de Valks
 Eintragsnummer 336
 Erstellt am Friday, September 24, 2010 7:32:18 AM
 Bearbeitet am Wednesday, July 27, 2016 2:45:35 PM
 Anmerkung: Die meisten Definitionen (u.a. auch Cornu) sehen im Richter das Rechtsprechungsorgan (z.B. le juge renvoie la cause à la juridiction compétente [Cornu]) und in den seltensten Fällen den Richter als Person. Im deutschen Rechtssystem wird in vergleichbaren Zusammenhängen demnach in den meisten Fällen der Begriff "Gericht" benutzt, dennoch werden dort auch Situationen aufgefunden, in denen das Wort "Richter" im Sinne von "Gericht" verwendet wird.
 (TA-Protokoll 39-2005 [01.12.2005])
 Anmerkung: für weitere Informationen zu diesem Eintrag siehe [www.rechtsterminologie.be/Arbeitsdokumente/Dokumente "jurisdiction_08-2010"](http://www.rechtsterminologie.be/Arbeitsdokumente/Dokumente/jurisdiction_08-2010)

Traduction dans trois langues (ALL-FR-NL) ↓

Deutsch

Terminus **Richter**
 T-Quelle: Verfassung
 Status: Standard
 Kontext: Mit einer Geldbuße von 200 bis zu 2.000 [EUR] werden bestraft und zur Aberkennung des Rechtes, öffentliche Funktionen, Ämter oder Stellen zu bekleiden, können verurteilt werden: alle Richter, Mitglieder der Staatsanwaltschaft, Gerichtspolizeioffiziere beziehungsweise alle anderen öffentlichen Amtsträger, die ohne die vorgeschriebene Erlaubnis entweder ein Urteil gegen einen Minister, einen Senator beziehungsweise einen Abgeordneten oder einen Beschluss beziehungsweise einen Befehl, Letztere zu verfolgen beziehungsweise in den Anklagezustand zu versetzen, herbeiführen, erlassen beziehungsweise unterzeichnen oder die ohne die gleiche Erlaubnis den Auftrag oder Befehl erteilen oder unterzeichnen, entweder einen Minister oder einen Senator beziehungsweise einen Abgeordneten zu fassen beziehungsweise festzunehmen, es sei denn, die beiden Letztgenannten werden auf frischer Tat entdeckt.
 K-Quelle: Strafgesetzbuch, Art. 158
 Anmerkung: Wird verwendet, wenn die Person des Richters gemeint ist (z.B. der Richter A wird abgelehnt).
 (TA-Protokoll 39-2005 [01.12.2005])

Terminus **Gericht**
 T-Quelle: Verfassung
 Status: Standard
 Kontext: Die Auflösung kann vom Gericht ausgesprochen werden, wenn die juristische Person vorsätzlich gegründet worden ist, um strafbare Tätigkeiten auszuüben, für die sie verurteilt wird, oder wenn ihr Zweck vorsätzlich missbraucht worden ist, um solche Tätigkeiten auszuüben.
 Spricht das Gericht die Auflösung aus, verweist es die Sache an das Gericht, das zuständig ist, um über die Liquidation der juristischen Person zu erkennen.
 K-Quelle: Strafgesetzbuch, Art. 35 Abs. 1 und 2
 Anmerkung: Wird verwendet, wenn das Gericht als Organ gemeint ist (z.B. das Gericht [und nicht der Richter] verweist die Sache an das zuständige Gericht).
 (TA-Protokoll 39-2005 [01.12.2005])

Französisch

Terminus **juge**
 T-Quelle: Constitution
 Status: Standard
 Kontext: La dissolution peut être décidée par le juge lorsque la personne morale a été intentionnellement créée afin d'exercer les activités punissables pour lesquelles elle est condamnée ou lorsque son objet a été intentionnellement détourné afin d'exercer de telles activités.
 Lorsqu'il décide la dissolution, le juge renvoie la cause devant la juridiction compétente pour connaître de la liquidation de la personne morale.
 K-Quelle: Code pénal, art. 35 al. 1 et 2

Terminus **juridiction**
 T-Quelle: Code judiciaire
 Status: Standard
 Kontext: Le nombre des juges suppléants attachés à une juridiction est de six au plus.
 K-Quelle: Code judiciaire, art. 64 al. 2

Niederländisch

Terminus **rechter**
 T-Quelle: Grondwet
 Status: Standard
 Kontext: Ontbinding kan door de rechter worden uitgesproken, wanneer de rechtspersoon opzettelijk is opgericht om de strafbare werkzaamheden te verrichten waarvoor hij wordt veroordeeld of wanneer hij opzettelijk van zijn doel is afgewend om dergelijke werkzaamheden te verrichten.
 Wanneer de rechter de ontbinding uitsprekt, verwijst hij de zaak naar het gerecht dat bevoegd is kennis te nemen van de vereffening van de rechtspersoon.
 K-Quelle: Strafwetboek, art. 35 lid 1er en 2

Terminus **gerecht**
 T-Quelle: Gerechtelijk Wetboek
 Status: Standard
 Kontext: Aan een gerecht kunnen ten hoogste zes plaatsvervangende rechters worden verbonden.
 K-Quelle: Gerechtelijk Wetboek, art. 64 lid 2

↑ **Mention d'autres termes qui emploient le terme recherché**

Informations supplémentaires fournies avec la traduction, dont notamment un exemple contextuel et des remarques éventuelles sur la traduction

richter Normal Analogique Texte intégral

← Possibilité de faire une recherche « analogique » qui élargit les résultats obtenus

- Debeterm (25 - Deutsch)
 - Richter
 - Grundrichter
 - Vordr Richter
 - Jugendr Richter
 - Handelsrichter
 - Pfändungsrichter
 - Sozialrichter
 - richterliches Amt
 - Berichterstatter
 - Einzelrichter
 - Schiedsrichter
 - Berufungsrichter
 - Tatsachenrichter
 - Friedensrichter
 - ordentlicher Richter
 - Gericht Erster Instanz
 - Konkursrichter
 - Untersuchungsrichter
 - Titularrichter
 - Richterhaftungsklage
 - Ermittlungsrichter
 - effektiver Richter
 - Unternehmensrichter
 - beauftragter Richter
 - Biliverfahrensrichter

Deutsch:Berichterstatter

Eintragsnummer 336
 Erstellt am Friday, September 24, 2010 7:32:18 AM
 Bearbeitet am Wednesday, July 27, 2016 2:45:35 PM
 Anmerkung: Die meisten Definitionen (u.a. auch Cornu) sehen im Richter das Rechtsprechungsorgan (z.B. le juge renvoie la cause à la juridiction compétente [Cornu]) und in den seltensten Fällen den Richter als Person. Im deutschen Rechtssystem wird in vergleichbaren Zusammenhängen demnach in den meisten Fällen der Begriff "Gericht" benutzt, dennoch werden dort auch Situationen aufgefunden, in denen das Wort "Richter" im Sinne von "Gericht" verwendet wird.
 (TA-Protokoll 39-2005 [01.12.2005])
 Anmerkung: für weitere Informationen zu diesem Eintrag siehe [www.rechtsterminologie.be/Arbeitsdokumente/Dokumente "jurisdiction_08-2010"](http://www.rechtsterminologie.be/Arbeitsdokumente/Dokumente_jurisdiction_08-2010)
 Fachgebiet: Gerichtswesen
 TA-Validierung 25.11.2010
 REG-Genehmigung 09.12.2010

Deutsch
 Terminus **Richter**
 T-Quelle: Verfassung
 Status: Standard
 Kontext: Mit einer Geldbuße von 200 bis zu 2.000 [EUR] werden bestraft und zur Aberkennung des Rechtes, öffentliche Funktionen, Ämter oder Stellen zu bekleiden, können verurteilt werden: alle Richter, Mitglieder der Staatsanwaltschaft, Gerichtspolizeoffiziere beziehungsweise alle anderen öffentlichen Amtsträger, die ohne die vorgeschriebene Erlaubnis entweder ein Urteil gegen einen Minister, einen Senator beziehungsweise einen Abgeordneten oder einen Beschluss beziehungsweise einen Befehl, Letztere zu verfolgen beziehungsweise in den Anklagezustand zu versetzen, herbeiführen, erlassen beziehungsweise unterzeichnen oder die ohne die gleiche Erlaubnis den Auftrag oder Befehl erteilen oder unterzeichnen, entweder einen Minister oder einen Senator beziehungsweise einen Abgeordneten zu fassen beziehungsweise festzunehmen, es sei denn, die beiden Letztgenannten werden auf frischer Tat entdeckt.
 K-Quelle: Strafgesetzbuch, Art. 158
 Anmerkung: Wird verwendet, wenn die Person des Richters gemeint ist (z.B. der Richter A wird abgelehnt).
 (TA-Protokoll 39-2005 [01.12.2005])

Terminus **Gericht**
 T-Quelle: Verfassung
 Status: Standard
 Kontext: Die Auflösung kann vom Gericht ausgesprochen werden, wenn die juristische Person vorsätzlich gegründet worden ist, um strafbare Tätigkeiten auszuüben, für die sie verurteilt wird, oder wenn ihr Zweck vorsätzlich missbraucht worden ist, um solche Tätigkeiten auszuüben.
 Spricht das Gericht die Auflösung aus, verweist es die Sache an das Gericht, das zuständig ist, um über die Liquidation der juristischen Person zu erkennen.
 K-Quelle: Strafgesetzbuch, Art. 35 Abs. 1 und 2
 Anmerkung: Wird verwendet, wenn das Gericht als Organ gemeint ist (z.B. das Gericht [und nicht der Richter] verweist die Sache an das zuständige Gericht).
 (TA-Protokoll 39-2005 [01.12.2005])

Französisch
 Terminus **juge**
 T-Quelle: Constitution
 Status: Standard
 Kontext: La dissolution peut être décidée par le juge lorsque la personne morale a été intentionnellement créée afin d'exercer les activités punissables pour lesquelles elle est condamnée ou lorsque son objet a été intentionnellement détourné afin d'exercer de telles activités.
 Lorsqu'il décide la dissolution, le juge renvoie la cause devant la juridiction compétente pour connaître de la liquidation de la personne morale.
 K-Quelle: Code pénal, art. 35 al. 1 et 2

Terminus **juridiction**
 T-Quelle: Code judiciaire
 Status: Standard
 Kontext: Le nombre des juges suppléants attachés à une juridiction est de six au plus.
 K-Quelle: Code judiciaire, art. 64 al. 2

Niederländisch
 Terminus **rechter**
 T-Quelle: Grondwet
 Status: Standard
 Kontext: Ontbinding kan door de rechter worden uitgesproken, wanneer de rechtspersoon opzettelijk is opgericht om de strafbare werkzaamheden te verrichten waarvoor hij wordt veroordeeld of wanneer hij opzettelijk van zijn doel is afgewend om dergelijke werkzaamheden te verrichten.
 Wanneer de rechter de ontbinding uitspreekt, verwijst hij de zaak naar het gerecht dat bevoegd is kennis te nemen van de vereffening van de rechtspersoon.
 K-Quelle: Strafwetboek, art. 35 lid 1er en 2

Terminus **gerecht**
 T-Quelle: Gerechtelijk Wetboek
 Status: Standard
 Kontext: Aan een gerecht kunnen ten hoogste zes plaatsvervangende rechters worden verbonden.
 K-Quelle: Gerechtelijk Wetboek, art. 64 lid 2



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.2 La base de données SEMAMDY

- La base de données **SEMAMDY** est organisée par le S.C.T.A.. Elle est à la fois alimentée par le travail de traduction réalisé par le S.C.T.A. (*voy. supra*) et le travail de la Commission de la Communauté germanophone pour la terminologie juridique allemande (*voy. supra*).
- La base de données est accessible via le lien suivant : <https://www.scta.be/getdoc/df9b779f-85c5-4a7e-926f-3d429acd8eef/Semamdy.aspx>. Très facile d'usage, elle peut être utilisée de la même manière qu'un dictionnaire en ligne : choisir la langue source et la langue cible souhaitées, introduire le mot recherché et lancer la recherche.
- Les deux pages suivantes montrent un exemple de recherche relative au terme « Arbeitsgericht ».

2. La traduction de termes juridiques isolés



2.2 La base de données SEMAMDY

The screenshot shows the SEMAMDY search interface on the SCTA website. The header includes the SCTA logo and the text "Service central de traduction allemande". Below the header, there are navigation links: "NOUS CONNAITRE", "BANQUES DE DONNÉES TERMINOLOGIQUES", "TRADUCTIONS", "NEWSLETTER", and "CONTACT". The main content area features the SEMAMDY search form with a language dropdown set to "allemand > français", a search input field containing "arbeitsgericht", and a "Lancer la recherche" button. A "Semamdy" section is visible on the left, with a link to "Comprendre les entrées". The footer contains the text "DESIGNED BY" with a logo, "Service central de traduction allemande | Confidentialité", and the ".be" and "ibz" logos.

DE FR NL

NOUS CONNAITRE BANQUES DE DONNÉES TERMINOLOGIQUES TRADUCTIONS NEWSLETTER CONTACT

SCTA Service central de traduction allemande

Navigation: Home • Banques de données terminologiques • Semamdy

SEMAMDY

Langue allemand > français

Mot-clé arbeitsgericht Lancer la recherche

Conseils de recherche

DESIGNED BY

Service central de traduction allemande | Confidentialité

.be ibz

2. La traduction de termes juridiques isolés



2.2 La base de données SEMAMDY

SCTA Service central de traduction allemande

DE FR NL

NOUS CONNAITRE BANQUES DE DONNÉES TERMINOLOGIQUES TRADUCTIONS NEWSLETTER CONTACT

Navigation: Home • Banques de données terminologiques • Semamdy

SEMAMDY

Langue: allemand > français

Mot-clé: [Lancer la recherche](#)

Votre recherche a généré 2 résultats.

Cliquez sur le résultat adéquat pour ouvrir la fiche complète.

DE	FR	NL
Arbeitsgericht	jurisdiction du travail tribunal du travail	arbeidsgerecht arbeidsrechtbank
Arbeitsgerichtshof	cour du travail	arbeidshof

page 1 -

DESIGNER BY

Service central de traduction allemande | Confidentialité

.be

[Conseils de recherche](#)



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.3 La base de données IATE

- Si les recherches dans DEBETERM et SEMAMDY ne donnent pas de résultat (satisfaisant), il est possible d'utiliser la base de données **IATE**. Celle-ci est organisée par l'Union européenne et est notamment alimentée par les nombreuses traductions qui doivent être réalisées à ce niveau.
- La base de données est accessible via le lien suivant : <https://iate.europa.eu/home>. La base de données peut être utilisée de la même manière qu'un dictionnaire en ligne : choisir la langue source et la langue cible souhaitées, introduire le mot recherché et lancer la recherche (sur la petite loupe).
- La page suivante montre un exemple de recherche relative au terme « entreprise ».

2. La traduction de termes juridiques isolés



2.3 La base de données IATE

The screenshot displays the IATE website interface. At the top, there is a blue header with the IATE logo and the text "European Union terminology". A search bar contains the word "entreprise". Below the search bar, there are buttons for "Dernières recherches (+)", "Requêtes sauvegardées (+)", and "Réinitialiser les paramètres de recherche". To the right of the search bar, there is a button for "Ouvrir la recherche détaillée (+)".

Below the search bar, there are two language selection menus. The "Langue source" menu shows "fr" selected, and the "Langue cible" menu shows "de" selected. Both menus list various European languages: bg, cs, da, de, el, en, es, et, fi, fr, ga, hr, hu, it, lt, lv, mt, nl, pl, pt, ro, sk, sl, sv, la, mul.

Below the language selection, there are four statistics boxes:

- Recherches effectuées la semaine dernière: 1 574 988
- Nombre de termes: 7 977 037
- Nombre de fiches: 962 811
- Modifications effectuées la semaine dernière: 11 583
- Nouveaux termes créés la semaine dernière: 2 180
- Termes supprimés la semaine dernière: 2 341

To the right of these statistics, there is a section titled "À propos de IATE" with a brief description of the project. Below this section, there are four buttons: "À propos de IATE", "FAQ", "Télécharger IATE", and "Brochure IATE".

2. La traduction de termes juridiques isolés



2.3 La base de données IATE

iate European Union terminology

fr Connexion































entreprise

Dernières recherches (+) Requêtes sauvegardées (+) Ouvrir la recherche détaillée +

Réinitialiser les paramètres de recherche

Langue source Langue cible

Résultats 1-10 / 1411 "entreprise" fr -> de,ja,mul Recherche par champs (source): Terme Correspondance: Tous les mots Recherche par types de terme (source): Tous types de terme

★ 2234633				1
activité bancaire [FINANCES > institutions financières et crédit] COM				
fr	entreprise	***	    	COM
de	Unternehmen	***	    	COM
★ 1899612				2
UNION EUROPÉENNE (10) COM				
concurrence (4031) [ENTREPRISE ET CONCURRENCE]				
fr	entreprise	***	    	COM
de	Unternehmen	***	    	COM
★ 1099754				3
analyse économique (1631) [ÉCONOMIE] COM				
ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX (20)				
ENTREPRISE ET CONCURRENCE (40)				
emploi (4406) [EMPLOI ET TRAVAIL]				
fr	entreprise	***	    	COM
de	Wirtschaft	***	    	COM



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.4 Le site du *Moniteur belge*

- Dans certains cas, les recherches dans les bases de données précitées ne donnent pas de résultat (satisfaisant). En particulier, on peut constater que les traductions en langue allemande réalisées par la Région wallonne (voy. *supra*) ne sont pas introduites dans des bases de données.
- Pour trouver la traduction en langue allemande d'un terme employé dans une législation wallonne qui ne s'est pas trouvé – d'une manière ou d'une autre – dans une des bases de données précitées, on peut réaliser une recherche sur le site du *Moniteur belge*. Le mot recherché doit être introduit dans la barre de recherche « Mot(s) du texte ». Différents résultats vont s'afficher, parmi lesquels il conviendra d'en sélectionner un qui permet de basculer entre différentes versions linguistiques (voy. *supra*). A cette fin, il est plus aisé de limiter la recherche à des décrets wallons, qui permettent généralement ce basculement. Ce faisant la traduction du mot recherché pourra être trouvée.
- Les pages suivantes illustrent cette démarche – assez complexe – poursuivie par rapport au terme « Certificat vert ».



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.4 Le site du Moniteur belge

[Accueil](#)[Dernier sommaire](#)[Nouvelle recherche](#)

Recherche 14

Liste

trier sur promulgation ▼

Type de document :

DECRET ▼

6552

Date de promulgation :

de - - à - -

Date de publication :

de - - à - -

Numac :

 (ex: 201830308)

Source :

 ▼

Mot(s) du titre :

Mot(s) du texte :

certificat vert

360

ET ▼

ET ▼

Une expression exacte :

Langue du document :

Français Nederlands Deutsch



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.4 Le site du Moniteur belge

Accueil	Dernier sommaire	Nouvelle recherche
1. 2 MAI 2019. - Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1) Publié le : 2019-05-24 (Ed. 1)		2019202516
2. 17 JUILLET 2018. - Décret-programme portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement (1) Publié le : 2018-10-08 (Ed. 1)		2018070047
3. 29 JUIN 2017. - Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat (1) Publié le : 2017-08-04 (Ed. 1)		2017204072
4. 12 DECEMBRE 2014. - Décret modifiant le décret du 12 avril 2011 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'organiser le financement externe des certificats verts via un intermédiaire (1) Publié le : 2014-12-31 (Ed. 2)		2014027276
5. 27 MARS 2014. - Décret relatif au Code wallon de l'Agriculture (1) Publié le : 2014-06-05 (Ed. 1)		2014027151
6. 11 DECEMBRE 2013. - Décret contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013 (1) Publié le : 2014-01-17 (Ed. 1)		2014027006
7. 11 DECEMBRE 2013. - Décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 (1) Publié le : 2014-02-10 (Ed. 1)		2014027015
8. 17 JUILLET 2008. - Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1) Publié le : 2008-08-07 (Ed. 1)		2008027082
9. 4 OCTOBRE 2007. - Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif au marché régional de l'électricité (1) Publié le : 2007-10-26 (Ed. 2)		2007203228

[Page Précédente](#) [Page Suivante](#) [Affiner la recherche](#)



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.4 Le site du Moniteur belge

Accueil Dernier sommaire Nouvelle recherche

FR NL DE

Belgique.be - Banque Carrefour de la législation
Conseil d'Etat

ELI - Système de navigation par identifiant européen de la législation
http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decree/2019/05/02/2019202516/moniteur

Publié le : 2019-05-24
Numac : 2019202516

fin premier mot dernier mot

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

2 MAI 2019. - Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, est complété par les 67° à 75° rédigés comme suit :

« 67° " mécanisme de mobilisation " : le mécanisme de financement par mobilisation de créances SEV mis en oeuvre par appel à une société émettrice visé à l'article 42/2;

68° " opération de mobilisation " : une application de mise en oeuvre effective du mécanisme de mobilisation par l'émission d'instruments financiers;

69° " créance SEV " : la créance de soutien à l'énergie verte composée des droits et montants visés à l'article 42/2, §§ 8 et 9;

70° " société émettrice " : une société de financement qui investit en créances SEV constituée pour les besoins d'une ou plusieurs opérations de mobilisation;

71° « date de clôture » : la date de l'émission des instruments financiers qui se rapportent à une opération de mobilisation;

72° « date de fixation » : la date à laquelle les coûts à couvrir par des créances SEV sont définitivement fixés conformément à l'article 42/2, § 8;

73° « date de cession » : la date de cession d'une créance SEV fixée dans la convention-cadre;

74° « convention-cadre » : la convention conclue entre la société émettrice et le gestionnaire du réseau de transport local en exécution de l'article 42/2, § 3, ainsi que les conventions additionnelles conclues en exécution de cette convention, y compris des conventions de cession de créance;

75° « surcharge certificats verts » : la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}. »

Art. 2. A l'article 34, 4°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point f), les mots « ou qui leurs seraient rachetés en vertu de l'article 42, § 6, 2°, ou de l'article 42/1, § 7bis » sont ajoutés entre les mots « sur le marché des certificats verts » et « en vue de » et le mot « suppression » est remplacé par le mot « annulation »;

2° un point i), rédigé comme suit, est inséré après le point h) :

" i) pour le gestionnaire du réseau de transport local, couvrir les coûts liés aux opérations de mobilisation visées à l'article 42/2, y compris les coûts liés aux achats de certificats verts visés aux points d) et f) et concernés par une opération de mobilisation. "

Art. 3. Dans l'article 40 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 11 décembre 2013 et 12 décembre 2014, à l'alinéa 1, le mot « supprimé » est remplacé par le mot « annulés » et les mots " le cas échéant dans le cadre d'une opération de mobilisation, » sont insérés entre les mots « par l'Administration, » et les mots " soit mis en réserve ».

Art. 4. A l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « supprimés » est à chaque fois remplacé par le mot « annulés »;

2° au paragraphe 6, un 2° est inséré entre le 1° et le 2°, rédigé comme suit :

« 2° au cours des neuf mois avant le terme de chaque mise en réserve telle qu'identifiée dans la convention visée au paragraphe 3, alinéa 3, après concertation avec l'Administration, le gestionnaire du réseau de transport local peut acheter des certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve

Liste Courante Affiner la recherche 1 / 14 Article Suivant Image



2. La traduction de termes juridiques isolés

2.4 Le site du Moniteur belge

Accueil Dernier sommaire Nouvelle recherche

DE NL FR
Version française
Staatsblad

http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decreet/2019/05/02/2019202516/staatsblad

Veröffentlichung: 2019-05-24
Numac : 2019202516

Ende Erstes Wort Letztes Wort

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

2. MAI 2019 - Décret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2019 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch die Ziffern 67 bis 75 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

67° "Mobilisierungsmechanismus": das Finanzierungssystem durch Mobilisierung von FGE-Schuldforderungen, das unter Einschaltung einer ausgebenden Gesellschaft gemäß Artikel 42/2 umgesetzt wird;

68° "Mobilisierungsmaßnahme": eine wirksame Umsetzung des Mobilisierungsmechanismus durch die Ausgabe von Finanzinstrumenten;

69° "FGE-Schuldforderung": die Schuldforderung zur Förderung von grüner Energie, die sich aus den in Artikel 42/2, §§ 8 und 9 genannten Rechten und Beträgen zusammensetzt;

70° "Ausgebende Gesellschaft": eine Finanzierungsgesellschaft, die in FGE-Schuldforderungen investiert und die für eine oder mehrere Mobilisierungsmaßnahmen gegründet wurde;

71° "Abschlussdatum": der Tag der Ausgabe von Finanzinstrumenten, die sich auf eine Mobilisierungsmaßnahme beziehen;

72° "Datum der Festsetzung": das Datum, an dem die durch FGE-Schuldforderungen zu deckenden Kosten gemäß Artikel 42/2 § 8 endgültig festgelegt werden;

73° "Datum der Abtretung": das in der Rahmenvereinbarung festgelegte Datum der Abtretung einer FGE-Schuldforderung;

74° "Rahmenvereinbarung": die zwischen der ausgebenden Gesellschaft und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gemäß Artikel 42/2 § 3 abgeschlossene Vereinbarung sowie die weiteren gemäß dieser Vereinbarung abgeschlossenen Vereinbarungen, einschließlich Vereinbarungen über die Abtretung von Schuldforderungen;

75° "Tarifaufschlag Grüne Zertifikate": der in Artikel 42bis § 1 genannte Tarifaufschlag."

Artikel 1 - In Artikel 34 Ziffer 4 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter Buchstabe f) wird zwischen die Wortfolge "nicht verkaufen könnten" und die Wortfolge "zwecks ihrer" die Wortfolge "oder die ihnen von ihnen gemäß Artikel 42 § 6, 2° oder Artikel 42/1, § 7bis zurückgekauft würden," eingefügt und wird das Wort "Löschung" durch das Wort "Annullierung" ersetzt;

2° nach Buchstabe h) wird ein Buchstabe i) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"i) für den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Kosten im Zusammenhang mit den Mobilisierungsmaßnahmen gemäß Artikel 42/2, einschließlich der Kosten für den Kauf von grünen Zertifikaten gemäß den Buchstaben d) und f), die von einer Mobilisierungsmaßnahme betroffen sind, übernehmen."

Art. 2 - In Artikel 40 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. Dezember 2013 und vom 12. Dezember 2014 wird das Wort "entfernt" durch das Wort "annulliert" ersetzt und wird zwischen die Wortfolge "von der Verwaltung" und die Wortfolge "geführten Datenbank" die Wortfolge "gegebenenfalls im Rahmen einer Mobilisierungsmaßnahme" eingefügt.

Art. 3 - In Artikel 42 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "entfernt" werden jeweils durch die Wörter "annulliert" ersetzt;

Liste Courante Affiner la recherche 1 / 14 Article Suivant Image